

# Baccalauréat Technologique

Session 2018

\*\*\*

## Histoire-Géographie

Série : Sciences et Technologies  
du Management et de la Gestion

EPREUVE DU MARDI 19 JUIN 2018

Durée : 2 heures 30

Coefficient : 2

Les calculatrices ne sont pas autorisées.

Le candidat doit répondre à toutes les questions de la 1<sup>ère</sup> partie.  
*10 points*

Le candidat traitera au choix un seul des quatre exercices de la  
2<sup>nde</sup> partie.  
*10 points*

*Ce sujet comporte 11 pages numérotées de 1/11 à 11/11.  
La feuille **Annexe page 11/11** est à rendre avec la copie d'examen.*

## PREMIÈRE PARTIE

### Questions d'histoire

- 1) Proposez une date pour la fin de la guerre froide et indiquez l'événement qui lui correspond.
- (1 point)**
- 2) Complétez le croquis en annexe (page 11) et sa légende :
- en nommant, sur le croquis, les deux anciennes colonies et, dans la légende, leur ancienne métropole
  - en indiquant les dates pour le premier figuré
  - en entourant, sur le croquis, le continent dont la plupart des pays ont été décolonisés entre 1955 et 1975.
- (3 points)**
- 3) Citez le nom d'un président de la République française et de son Premier ministre
- (1 point)**

### Questions de géographie

- 4) Proposez une définition de la notion d'interface.
- (1 point)**
- 5) Justifiez l'affirmation suivante en proposant deux exemples : « La mondialisation met en relation les territoires par des flux de différentes natures ».
- (2 points)**
- 6) Caractérissez la puissance culturelle de la France dans le monde.
- (2 points)**

## SECONDE PARTIE

*Le candidat traitera au choix un seul des quatre exercices.*

*Exercices portant sur les sujets d'étude du programme d'histoire*

**Exercice 1 / Sujet d'étude :** Le Moyen-Orient et le pétrole.

**Document :** La Guerre du Golfe et l'enjeu énergétique.

**Source :** Discours du président américain George Bush au Congrès, le 11 septembre 1990.

[...] « L'Irak à lui seul possède environ 10 % des réserves pétrolières mondiales. L'Irak plus le Koweït en possèdent le double. Si on permettait à l'Irak d'absorber le Koweït, il aurait, en plus de l'arrogance, la puissance économique et militaire nécessaire pour intimider et forcer la main à ses voisins - des voisins qui ont la part du lion des réserves pétrolières du monde. Nous ne pouvons pas permettre qu'une ressource aussi essentielle soit dominée par un être aussi tyrannique<sup>1</sup>. Et nous ne le permettrons pas. Les récents événements ont certainement montré qu'il n'existe pas de substitut au leadership américain. Face à la tyrannie, que personne ne doute de la crédibilité et du sérieux des Etats-Unis. Que personne ne doute de notre détermination. Nous défendrons nos amis. D'une façon ou d'une autre, le dirigeant de l'Irak doit apprendre cette vérité fondamentale.

Dès le début, en agissant en étroite coopération avec d'autres, nous avons cherché à modeler la réponse la plus large possible à l'agression irakienne. La coopération internationale et la condamnation de l'Irak ont atteint un degré sans précédent. [...]

De concert avec nos amis et alliés, les bâtiments de la marine nationale des Etats-Unis patrouillent aujourd'hui dans les eaux du Moyen-Orient. Ils ont déjà intercepté plus de sept cents navires dans le cadre de l'application des sanctions. Trois dirigeants de la région avec lesquels j'ai parlé hier m'ont dit que ces sanctions donnaient des résultats. L'Irak commence à en sentir les effets. Nous continuons d'espérer que les dirigeants irakiens réévalueront le coût de leur agression. Ils sont coupés du commerce mondial. Ils ne peuvent plus vendre de pétrole. Et seule une proportion très faible des marchandises leur parvient. [...]

Pour aider à couvrir les frais, les dirigeants de l'Arabie Saoudite, du Koweït et des Emirats arabes unis se sont engagés à fournir à nos forces sur le terrain les vivres et le carburant dont elles ont besoin. Une aide généreuse sera également fournie aux vaillants pays de la ligne de front, tels que la Turquie et l'Egypte. [...]

Cette crise a également un coût sur le plan énergétique. Les pays producteurs de pétrole sont déjà en train de compenser la production perdue de l'Irak et du Koweït. Plus de la moitié des pertes ont été compensées. Nous obtenons une coopération superbe. Si les producteurs, dont les Etats-Unis, continuent de prendre des mesures en vue d'accroître la production de pétrole et de gaz, nous pourrions stabiliser les prix et garantir qu'il n'y aura pas de difficultés. En outre, plusieurs de nos alliés et nous-mêmes avons toujours la possibilité de tirer sur nos réserves stratégiques de pétrole, si les circonstances l'exigent. Comme je l'ai déjà souligné, il est essentiel de s'efforcer de maintenir à un niveau aussi faible que possible nos besoins d'énergie.

Nous devons ensuite tirer parti de toutes nos sources d'énergie : charbon, gaz naturel, énergie hydroélectrique et énergie nucléaire. Notre inaction sur ce plan nous a rendus plus dépendants que jamais du pétrole étranger. Enfin, que personne ne songe à profiter de cette crise. »

<sup>1</sup> désigne Saddam Hussein, dirigeant de l'Irak.

**Questions :**

- 1) Présentez le document en insistant sur son auteur et le contexte.
- 2) Montrez que la guerre du Golfe a des conséquences sur le marché mondial de pétrole.
- 3) Relevez les solutions évoquées par George Bush pour résoudre les problèmes d'approvisionnement en pétrole.
- 4) Expliquez le rôle que les Etats-Unis jouent pour leurs « amis et alliés » au Moyen-Orient, en précisant qui sont ces derniers.
- 5) Montrez que le pétrole fait du Moyen-Orient une région stratégique.

**Exercice 2 / Sujet d'étude** : l'Amérique latine.**Document 1 : Le Brésil, leader de l'Amérique latine ?**

**Source** : Daniel Solano, *Le Brésil et la coopération Sud-Sud : l'Amérique latine Prioritaire*, publié le 13 mars 2010, [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com)

À partir de l'acquis du Mercosur, le Brésil cherche à devenir discrètement le leader d'un ensemble sud-américain. Le 1<sup>er</sup> septembre 2000, se tient à Brasilia le premier sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement d'Amérique du Sud.

Le président Luiz Inácio Lula da Silva<sup>1</sup>, élu en 2002, va accentuer cette orientation et défendre ouvertement le concept de leadership (*liderança*) du Brésil dans la région. En même temps, la vieille revendication d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU est à nouveau mentionnée, le Brésil se présentant comme un porte-parole des intérêts de l'Amérique latine.

Le président Lula multiplie les contacts avec les chefs d'Etat de la zone et, en 2004, naît la Communauté sud-américaine des nations (Casa). Un pas supplémentaire est franchi en mai 2008 avec la création de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) puis, en mars 2009, de son appendice<sup>2</sup> militaire, le Conseil sud-américain de défense (CSD). Parallèlement, le Brésil fait preuve d'un moindre enthousiasme pour les négociations avec le Nord : l'administration Lula va faire capoter les négociations de la ZLEA<sup>3</sup> en 2003-2004, tandis que l'accord d'association avec l'Europe s'enlise sans que Brasilia montre une farouche détermination à le relancer.

Le Brésil prend bien soin de ne pas supplanter les États-Unis en Amérique du Sud et ne veut pas apparaître comme une nouvelle puissance dominatrice. Brasilia continue de refuser de s'immiscer dans les affaires intérieures des pays. Tout au plus, cherche-t-elle à se poser comme médiateur dans les crises. [...] En aucun cas, elle ne cherche à imposer une solution par la force, ce dont au demeurant le Brésil n'a pas les moyens.

Le Brésil ne cherche pas non plus à mettre en place de nouvelles institutions. Au sein du Mercosur, Brasilia s'accommode d'un dispositif très léger et peu contraignant. Lula, comme Fernando Henrique Cardoso<sup>4</sup>, s'est toujours montré réticent à mettre en place un schéma qui ressemblerait à celui de l'Union européenne avec, en particulier, un organisme équivalent à la Commission de Bruxelles. Le Brésil a toujours refusé une intégration qui supposerait une perte de souveraineté : la supranationalité est un mot tabou. L'Unasur ne dispose que d'un simple secrétariat.

<sup>1</sup> Luiz Inácio Lula da Silva dit « Lula » est président du Brésil de 2003 (année de sa prise de fonction) à 2011.

<sup>2</sup> ici signifie le prolongement.

<sup>3</sup> ZLEA : Zone de Libre-Echange des Amériques.

<sup>4</sup> Président du Brésil de 1995 à 2003.

**Document 2 : La fondation de la Communauté d'Etats latino-américains et caribéens (Celac).**

**Source :** « Obama et l'Amérique latine se séparent » dessin de Bob Row, publié le 3 Janvier 2012, www.toonpool.com



*De gauche à droite : Barack Obama président des Etats-Unis, Hugo Chavez président du Venezuela, Christina Kirchner présidente de l'Argentine et Dilma Rousseff présidente du Brésil.*

**Questions :**

- 1) Comment le Brésil cherche-t-il à devenir le leader des pays d'Amérique latine ? (Document 1 et document 2)
- 2) Comment le Brésil évite-t-il « d'apparaître comme une nouvelle puissance dominatrice » ? (Document 1)
- 3) Décrivez et expliquez le document 2.
- 4) Montrez, qu'à la date des documents, l'influence croissante du Brésil remet en cause la domination traditionnelle des Etats-Unis en Amérique latine.

*Exercices portant sur les sujets d'étude du programme de géographie*

**Exercice n°3 /Sujet d'étude** : Les engagements militaires et humanitaires de la France et des Français dans le monde.

**Document** : **L'engagement de la France au Sahel.**

**Source** : Christophe Châtelot, article publié le 1<sup>er</sup> juillet 2017, [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

Vingt ans après l'apparition sur la scène djihadiste d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), cinq pays du Sahel tentent d'unir leurs forces pour lutter conjointement contre les groupes terroristes qui sautent par-dessus leurs frontières pour les frapper au cœur. Dimanche 2 juillet, à Bamako, les chefs d'Etat de la Mauritanie, du Niger, du Mali, du Burkina Faso et du Tchad, pays les plus touchés de la région par ce phénomène et réunis au sein du « G5 Sahel », lanceront officiellement une force conjointe de 5 000 hommes, la FC-G5S, en présence du président français, Emmanuel Macron, à Bamako. Une étape qualifiée de « décisive » par l'Elysée pour cette initiative encore embryonnaire, soutenue à bout de bras par la France, très engagée militairement dans cette région. Depuis l'élection de M. Macron, Paris est à la manœuvre pour tenter de donner corps à cette force qui viendrait épauler les casques bleus de la Minusma et l'opération française Barkhane<sup>1</sup> consacrée à la lutte antiterroriste au Sahel. Le G5 Sahel, créé en novembre 2015, ne parvenait pas à dépasser le cadre. Paris insiste sur la complémentarité des différentes forces et contredit ceux qui lui prêtent l'intention d'y trouver là une voie de sortie pour une coûteuse opération Barkhane (800 millions d'euros par an) qui donne des signes d'ensablement au Mali. Un retrait prématuré serait un signe d'échec au regard de l'instabilité actuelle de cette zone qu'elle est censée sécuriser, aux côtés de la mission des Nations unies, la Minusma<sup>2</sup>, et des armées nationales.

Ainsi, c'est la France qui a porté la résolution 2 359 votée le 21 juin à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU, négociant pied à pied avec les Etats-Unis. [...] Le G5 Sahel s'engage à réunir 5 000 hommes, soit 1 000 hommes par pays et projette de les doubler à terme. Cela semble raisonnable. Mais pour citer un exemple comme le Tchad, ses soldats, les plus aguerris, sont déjà engagés contre Boko Haram<sup>3</sup>, surveillent quelque 1 200 km de frontières explosives avec la Libye et participent à la Minusma. [...] A la question des effectifs, s'ajoute celle du niveau de formation et d'équipements [...] « *Le G5 Sahel, c'est un bataillon par pays avec un niveau d'équipement encore faible. C'est une priorité pour Barkhane de l'accompagner dans la durée, jusqu'à ce que la situation soit pacifiée* », déclarait au Monde le ministre des affaires étrangères et ancien ministre des armées, Jean-Yves Le Drian. Pas question pour autant « *d'augmenter les effectifs de Barkhane mais plutôt de planifier davantage d'opérations conjointes régulières avec le FC-G5S* », explique-t-on à l'Elysée.

Des opérations d'appui – en parallèle aux actions militaires 100 % françaises – qui devraient, dans un premier temps, se limiter à la zone où se croisent les trois frontières Mali-Niger-Burkina Faso. C'est là que se concentre, ces derniers mois, l'essentiel de l'activité des djihadistes qui ont attaqué plusieurs casernes et provoqué de lourdes pertes. Mais toute cette architecture dépend des financements qui, pour le moment, font défaut. Les pays du G5 Sahel sont parmi les plus pauvres du monde. Paris promet des « *équipements* » et de l'encadrement sur le terrain. [...]

<sup>1</sup> Opération Barkhane : opération lancée en 2014 afin de sécuriser les zones libérées au Mali par l'armée française en 2013.

<sup>2</sup> MINUSMA : Mission des Nations unies pour stabiliser le Mali.

<sup>3</sup> Boko Haram : organisation terroriste.

**Questions :**

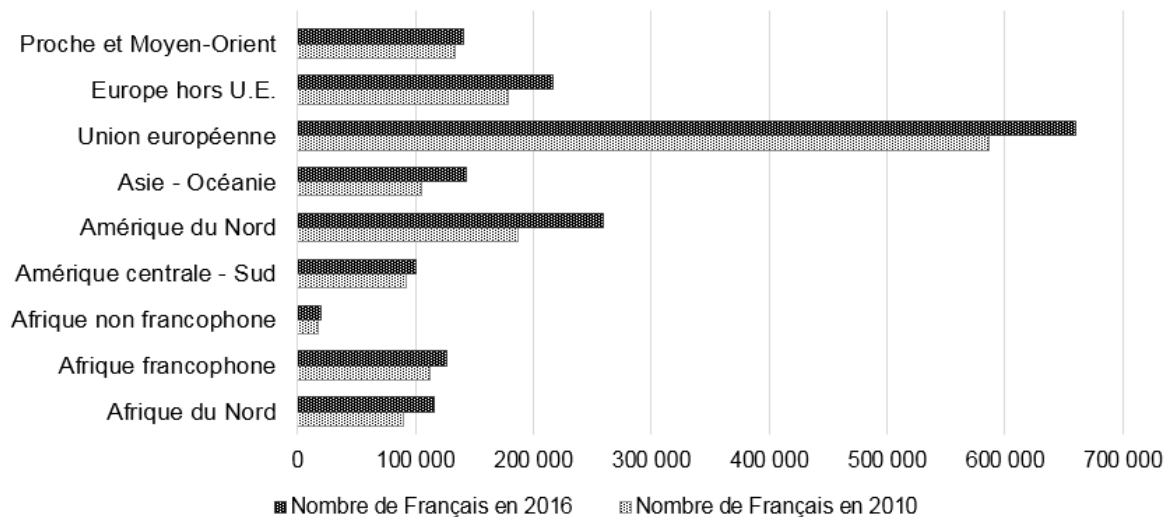
- 1) Relevez les éléments montrant que l'engagement de la France au Sahel est militaire et diplomatique.
- 2) Pour quelles raisons la France intervient-elle au Sahel ?
- 3) Justifiez le fait que l'intervention de la France au Sahel s'effectue dans un cadre légal international.
- 4) Quelles sont les limites de l'engagement de la France au Sahel et dans le monde ?



**Exercice n°4 / Sujet d'étude :** Les Français dans le monde : de nouvelles mobilités.

**Document 1 : Evolution de la population française à l'étranger entre 2010 et 2016.**

**Source :** d'après le rapport du gouvernement sur la situation des Français établis hors de France, 2017.



**Document 2 : Les communautés françaises à l'étranger.**

**Source :** Vincent Delaunay, article publié dans le magazine « Français du monde », n°190, été 2017.

Fruits d'une longue tradition des communautés françaises à l'étranger, des associations ont été créées dans de nombreuses villes. Leurs missions sont variées mais toutes veulent accueillir, informer et aider les Français et les Francophones. Le besoin de lien social est le principal moteur de leurs adhérents. A l'échelle mondiale, existent aussi des associations de résidents à l'étranger, comme *Français du monde-adfe*<sup>1</sup> (37 ans, 5 000 adhérents), avec pour objectif de renseigner les expatriés sur leurs droits sociaux et civiques et les défendre, de favoriser l'accès au service public, à la scolarité ... Elles créent aussi un réseau d'échanges et de solidarité entre Français et habitants du pays : des projets sont menés avec des partenaires locaux, par exemple la collecte de vêtements pour les migrants organisée par *Français du monde-adfe Turquie*. Pourtant, ces associations ne rassemblent qu'une minorité de nos compatriotes : adhérer à une association reste un engagement que ne prennent pas souvent ceux qui s'expatrient pour un temps donné (10%). Au-delà des résidents à long terme et des binationaux (près d'un Français à l'étranger sur deux), les associations ont du mal à attirer et fidéliser les adhérents.

Elles ne sont pas là pour remplacer les consulats et les ambassades : les premiers interviennent au quotidien dans la vie des ressortissants français (perte ou vol de papiers, difficultés financières, problèmes avec les autorités locales, accidents, maladies et décès) ; les secondes ont un rôle diplomatique et une fonction de

représentation. Enfin, les Instituts Français mettent en œuvre la « diplomatie culturelle de la France » « dans un dialogue renforcé avec les cultures étrangères ». Un phénomène, apparu ces dernières années avec l'émergence des réseaux sociaux, a bouleversé le rapport des « expats » aux institutions et associations : les étudiants Erasmus et les jeunes expatriés utilisent plus volontiers les groupes de discussions sur les réseaux sociaux comme Facebook (« Budapest Francophones », « Le Cercle des Français de Londres ») que les voies officielles pour poser des questions administratives ou pratiques, trouver un appartement ou même un stage ou un job d'été. En rupture avec les modes traditionnels, cette communauté virtuelle s'organise sans avoir besoin de se retrouver physiquement, s'entraide et partage des tuyaux. Qui plus est, elle dépasse les clivages de la langue en ne se limitant pas au français. Certes, des groupes organisent des rencontres francophones où Français et locaux viennent discuter autour d'un verre mais la plupart des utilisateurs des nouveaux médias, souvent jeunes, ne ressentent ni mal du pays, ni nostalgie de la France. Il s'agit d'utilisateurs 2.0, habitués aux e-réseaux et aux relations sociales virtualisées (Skype, LinkedIn, Twitter), et maîtrisant l'anglais : ils ont grandi dans un monde globalisé, sans frontières, leurs réseaux dépassent les limites de la francophonie.

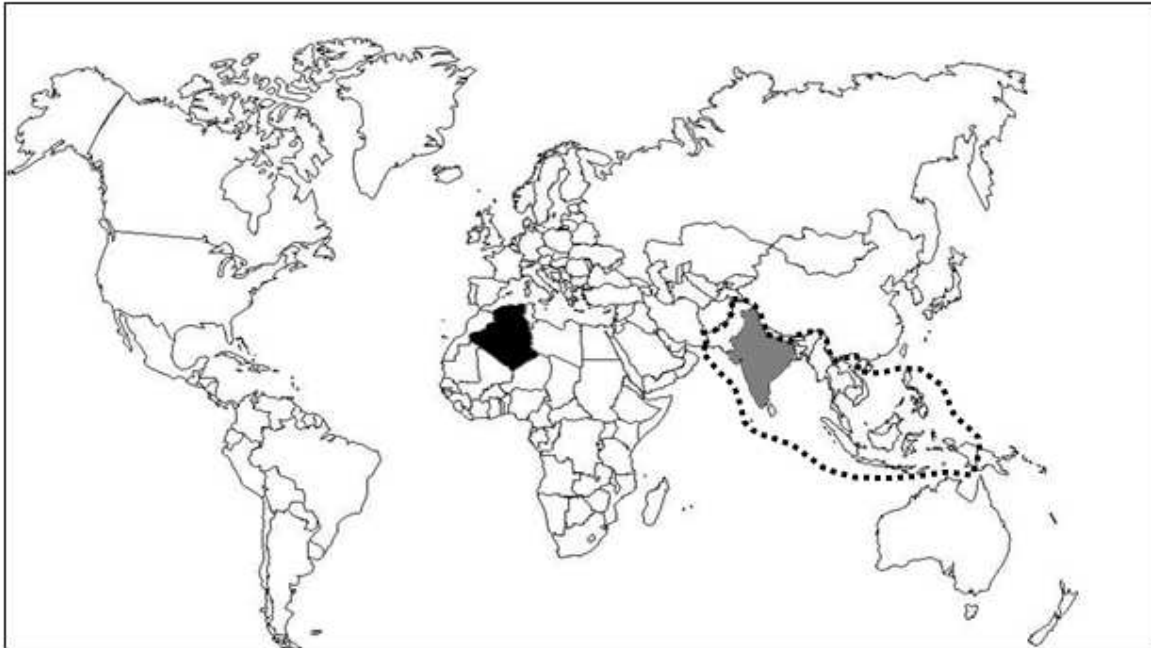
<sup>1</sup> Adfe : Association démocratique des Français de l'étranger.

**Questions :**





- 1) Décrivez l'inégale répartition des Français vivant à l'étranger. (Document 1)
  
- 2) Identifiez différents profils de Français expatriés. (Document 2)
  
- 3) Par quels moyens ces Français entretiennent-ils des liens avec la France ? (Document 2)
  
- 4) Expliquez que la mobilité des Français expatriés participe au rayonnement de la France.

ANNEXE

À remettre avec la copie d'examen



**Légende :**

-  Décolonisation entre..... et.....
-  Décolonisation entre 1955 et 1975
-  Ancienne colonie .....
-  Ancienne colonie.....